

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 11 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENROBÉS ROCHEFORTAIS**

Péré Maillard  
BP 6  
17780 Soubise

Références : 0007203087/2026/160

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement ENROBÉS ROCHEFORTAIS implanté Péré Maillard 17780 Soubise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENROBÉS ROCHEFORTAIS
- Péré Maillard 17780 Soubise
- Code AIOT : 0007203087
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une centrale d'enrobés. Il relève du régime de l'enregistrement. Les conditions

d'exploitation sont encadrées par arrêté préfectoral du 26 mars 2012.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 7.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 7.5.3	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 7.5.5	Sans objet
6	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes sur le site, précisant leur nature, leur état physique et leur localisation, doit être formalisé et tenu à la disposition des services de secours.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>
Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la

<p>substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les FDS sont accessibles en version numérique et imprimables.</p> <p>L'inspection a notamment consulté les FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SOLIS 35/50 LT TRAFIC (bitume) ;</li> <li>- Gazole Non routier.</li> </ul> <p>Ces FDS sont datées respectivement du 13/01/2023 et du 17/10/2024.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'observation de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a constaté la mise en œuvre des prescriptions des FDS (mesures de lutte contre l'incendie, conditions de stockage...), notamment pour le bitume et le gazole non routier (GNR).</p> <p>L'inspection a notamment constaté la présence de moyens d'extinction appropriés (extincteurs à poudre à jour de leurs contrôles périodiques), des rétentions pour empêcher toute pénétration dans les égouts, les conditions de stockage appropriées (température, ventilation, ...).</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> [...] Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les capacités des rétentions sont conformes aux prescriptions pour le parc à liants et le GNR.  Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Les constats ont porté notamment sur le bitume et le GNR.  L'inspection n'a pas constaté de produits incompatibles sur une même rétention.  Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks pour le bitume et le GNR est disponible en temps réel.  <b>Non conformité :</b> Lors de la visite, l'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) n'est pas disponible pour les services de secours et l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre et un plan des produits dangereux détenus sur le site, à jour et accessible pour les services de secours et l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : ESP – Équipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. [...]
<b>Constats :</b>  Par courriel du 08/01/2026, l'exploitant a transmis des compléments de réponse à la précédente visite d'inspection du 6 mars 2023, incluant une liste des équipements sous pression. Cette liste mentionne une échéance au 24/05/2023 pour la prochaine requalification périodique du réchauffeur électrique n°820143/001. L'inspection rappelle qu'en cas de non suivi d'un ESP, celui-ci peut être à l'origine d'un accident.

L'inspection constate que le réchauffeur électrique est inclus dans la station GNL, en location par la société ENROBES ROCHEFORTAIS. PRIMAGAZ est le propriétaire du réchauffeur électrique et l'exploitant au titre de la réglementation ESP.

Lors de la visite, la société ENROBES ROCHEFORTAIS a appelé PRIMAGAZ, qui a transmis par courriel l'attestation de requalification périodique du réchauffeur électrique n°820143/001 datée du 08/12/2023, valide 10 ans.

Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite